

CIBLE

Arbitraire

Le gouvernement Jospin n'agit pas en vue de la justice sociale, il traite des dossiers en cherchant à s'exonérer au plus vite de ses responsabilités.

C'est ainsi qu'il a cru régler la question délicate des sans papiers, selon des équilibres politiques qui tenaient compte des rapports de force du moment. La loi Chevènement a laissé dans une situation juridiquement incertaine plusieurs dizaines de milliers de personnes, toujours livrées à l'arbitraire administratif – car l'administration, faute d'être effectivement dirigée par le pouvoir politique, crée ses propres normes qui dénaturent ou contredisent la loi.

D'où des conditions d'existence insupportables pour des étrangers, pour des couples à double nationalité, pour des enfants dont les parents, l'un français, l'autre pas, sont brutalement séparés.

Expulsions illégales, traitements indignes dans certaines préfectures et dans les centres de rétention, renvois de réfugiés politiques vers le pays où ils risquent la prison, la torture, la mort : le gouvernement ferme les yeux et les partis de gauche se taisent. Les dossiers sont fermés. Mais la souffrance reste. Il faut la soulager.

DÉMOCRATIE

Le peuple en question

Emploi

La doctrine de Minc

p.2

Histoire

Critique de Ernst Nolte

p.6/7

La tête de l'emploi

Il y a en France deux millions et demi de chômeurs officiels, et pourtant on parle du prochain retour au plein emploi. Pour comprendre, il suffit de s'entendre sur les mots - précisément ceux qu'utilise Alain Minc.

Premier avril : « *Le chômage sous la barre des 2,5 millions* ». Ce n'est pas une farce, mais une information qui fait la une du *Monde*. Bien entendu, il s'agit du chiffre officiel, celui de la nouvelle courbe, qui ne tient pas compte du travail précaire. Selon l'ancienne courbe, la France comptait en février 2 992 700 demandeurs d'emploi. Il est vrai que ces deux courbes ont tendance à baisser pour diverses raisons (reprise économique, augmentation du taux de radiation, etc.) mais l'ampleur du phénomène ne permet pas d'envisager un retour rapide au plein emploi. Or le mot d'ordre du gouvernement est de plus en plus fréquemment repris par les médias : on cite des secteurs victimes de la pénurie de main d'œuvre, et on annonce que la question du chômage sera bientôt réglée grâce au retour de la croissance. Pourtant, à raison de 400 000 chômeurs en moins par an, il

faudrait plusieurs années de conjoncture très favorable pour obtenir le résultat espéré. Dès lors, pourquoi ces bulletins de victoire ? Tout simplement parce que la définition du plein emploi a changé. Les milieux dirigeants ne pensent pas une seconde au retour à une situation où tout un chacun disposerait d'un statut à vie ou d'un contrat de travail à durée indéterminée : la conception classique a été remplacée voici quelques années par celle, anglosaxonne, de « pleine employabilité » qui désigne un travailleur toujours disponible à l'emploi même quand il ne travaille pas.

Telle est l'idée maîtresse de la nouvelle doctrine, qui a été récemment exposée par Alain Minc (*Le Monde* du 28/12/99). Pour le porte-parole habituel des milieux d'affaires, les nouvelles technologies nous font entrer dans une nouvelle phase du développement économique, qui change la donne : « nous sommes en

train, nous Français, de revenir au plein emploi pour [nous soulignons] ceux qui peuvent et qui veulent travailler ». Et de préciser qu'il existe des « chômeurs par choix rationnel », qui préféreraient vivre d'allocations plutôt que d'une activité. Mais il y a aussi « la longue cohorte des chômeurs de longue durée dont les maigres compétences s'étiolent, des jeunes sans qualification, des exclus et désormais des enfants d'exclus, tous condamnés à devenir des laissés-pour-compte de la reprise économique ».

Ces phrases suintent l'ignorance quant à la condition des personnes privées d'emploi, et puent le mépris pour les sous-prolétaires - qui sont exclus à vie car nous entrons « dans une économie qui fera cohabiter le plein emploi et l'exclusion, et qui nous obligera à rouvrir les vannes de l'immigration ».

Pourquoi faire appel aux étrangers alors qu'il existe déjà une main d'œuvre dispo-

nible ? Parce que c'est plus simple, dit crûment notre gourou : « Afin de satisfaire aux besoins de l'économie productive, la probabilité est grande qu'au lieu de nous acharner à réinsérer et à qualifier les exclus, tâche à la Sisyphe, nous préférons accueillir les nouveaux immigrés, quitte à pratiquer, sans le dire, des quotas par nationalités et par professions à l'instar des Américains, tout en maintenant la rhétorique rassurante du discours "républicain" ».

Le bilan de cette gestion parfaitement cynique de la main d'œuvre dégage un solde globalement positif puisque le plein emploi sera assuré pour 90 % des Français, avec 10 % de marginalisés. Alain Minc ne nous dit pas s'il compte parmi les marginaux les « chômeurs de confort » et les exclus, ou seulement ces derniers : ce qui l'angoisse, c'est l'auto-exclusion des Français les plus dynamiques, qui quittent le pays parce qu'ils sont surimposés.

Éberlués par tant de franchise, n'oublions pas la nouvelle définition du « plein emploi » annoncé par Alain Minc, et que le Medef veut réaliser par la généralisation du travail précaire et de l'emploi flexible sans que personne ne nous dise quel sera le pourcentage de ceux qui travailleront de temps à autre en restant dans la pauvreté. Encore un effort, messieurs, pour atteindre la pleine franchise.

Sylvie FERNOY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La tête de l'emploi - p.3 : Du plomb dans l'aile - Folies erpéhères - p.4 : Fuites - Mais quel travail n'est pas précaire ? - p.5 : De La Baule au Caire - p.6/7 : La Guerre civile européenne - p.8 : La politique de la Terreur - Bleu, blanc rouge - p.9 : Pêril en la modernité - p.10 : Guernica - Georges et Louise - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La question corse.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. port 51700-ISSN 0151-5772

Du plomb dans l'aile

Le gouvernement remanié doit résoudre un délicat problème : pour paraître bouger en restant immobile, il faudrait que rien ne change dans son environnement.

Et ceci pendant deux longues, longues années. Or le loup est entré dans la jospinie.

Le pire a été évité, mais la nouvelle équipe gouvernementale ressemble à un vol de canard plombé par des chasseurs qui auraient entendu un discours de Dominique Voynet à leur petit-déjeuner.

Remplacer Claude Allègre par Jack Lang, et Christian Sautter par Laurent Fabius, c'est pour le Premier ministre reconnaître de multiples échecs. Défaite face aux grévistes et aux manifestants. Dégradation de « l'image gouvernementale » puisque la presse qui donne le ton a interprété (à tort) le remaniement comme un « retour des mitterrandistes » comme si cette ancienne tendance, depuis longtemps dispersée ou récupérée pouvait encore avoir quelque cohérence. Mais surtout démonstration de l'affaiblissement personnel de Lionel Jospin, qui a perdu Dominique Strauss-Kahn puis Claude Allègre, qui perdra Martine Aubry lorsqu'elle sera élue à Lille, et qui a dû faire appel à Laurent Fabius : même dans son propre camp, même dans son propre parti, Lionel Jospin n'est plus un arbitre, mais un homme qui a fait rentrer le loup fabiusien dans sa bergerie. Le maître incontesté des lieux se trouve maintenant en rivalité avec un homme à l'affût depuis des années : gare aux faux pas !

Or ce Premier ministre affaibli doit résoudre un problème : il lui faut cesser toute provocation à l'égard de son

électorat, tout en gardant l'apparence d'un candidat modernisateur. La « méthode Jospin » va donc être mise à rude épreuve.

De fait, les débuts du gouvernement remanié se placent sous le signe du retour au calme par enterrement des réformes qui fâchaient. Dans l'enseignement, Jack Lang a amorcé un dialogue qui devrait normalement conduire au statu quo ante, agrémenté de quelques crédits. Cela ne résout rien, mais il faut parer au plus pressé. Aux Finances, les syndicats ont annoncé que la réforme de l'administration fiscale n'aurait pas lieu. Pour le reste tout est confus : on commence à dire qu'il est bien compliqué de supprimer la taxe d'habitation, et on ne sait pas qui bénéficiera des baisses d'impôts prévues.

L'immobilisme peut éviter des mouvements de rue et des grèves, mais il serait désastreux pour un homme qui mise sur son image. Or les socialistes ne conçoivent plus la « modernisation » que dans une perspective ultralibérale alors que la gauche et une partie de la droite refusent cette orientation et manifesteront leurs refus avec une fermeté d'autant plus grande que la révolte des enseignants, des parents d'élèves et des agents du fisc a été couronnée de succès.

Lionel Jospin est dans la nasse. Et personne ne veut ou ne peut l'aider à en sortir.

Yves LANDEVENNEC

Folies erpéhères

Paris-Tiberi. Mais aussi Paris-Québec, avec Philippe Séguin. Paris-mollesse avec Édouard Balladur. Et encore Paris-Affaires, Paris-Magouilles, Paris-Fripouilles. Ca c'est Paris !

Mes amis, quelle fête ! Des ballets, des coups de théâtre, des pas-de-deux, des diables à quatre ! Ah ce Jack Lang en chevalier du Bel Émoi, qui tentait de ravir la place comme un condottiere d'autrefois avant de s'esquiver. Bertrand Delanoe, qui prépare son affaire depuis des années en est quitte pour la peur, le pauvre chat, mais sa rage était telle qu'il n'avait pas hésité à enrôler Strauss-Kahn, toujours tête d'affiche de la jospinie, dans sa croisade contre l'homme de Blois. Il faut dire que ce ne sont pas les scrupules qui étouffent les socialistes parisiens : n'ont-ils pas choisi Jean-Marie Le Guen, fort compromis dans l'affaire de la MNEF, comme candidat dans le XIII^e arrondissement ? Souhaitons tout de suite à ce personnage grossier et méprisant une cinglante défaite.

Mais tout cela est bien peu de choses au regard de l'opéra bouffe interprété par les grands ténors de la post-chiraquie. Les plus émouvants, ce sont Jean et Xavière. Les Tiberi, souvenez-vous, étaient les concierges du théâtre à l'époque où l'on chantait « *Je suis chiraquien/j'ai de l'or* ». Puis ils sont devenus gérants, et ils tentent de garder l'affaire avec des menaces de caftage façon cour de récré : si tu ne veux plus jouer, je dirai tout !

En se présentant à la candidature, François de Panafieu tente un sauvetage honorable, mais qui agace fort Philippe Séguin déboulant du Québec

comme un ours des Adirondacks pour clamer qu'on le réclame, guettant la déclaration enthousiaste en sa faveur et finissant par se déclarer sans faire plus de manières. Le candidat à l'Hôtel de Ville se moque des Parisiens comme de sa première élection à Épinal, mais il veut conquérir Paris pour prendre l'Élysée. Tous ceux qui le rencontrent sont informés de cette ambition - et du mépris que l'ancien ministre porte à Jacques Chirac.

Le président de la République n'ignore rien de cette attitude, et mettra tout en oeuvre pour décourager un rival aussi ombrageux que velléitaire. D'où l'apparition d'Édouard Balladur, qui s'avance sur le devant de la scène avec les encouragements discrets de l'Élysée.

L'onctueux personnage est en mesure de rallier la droite libérale, qui voit toujours en Séguin le « souverainiste » qu'il n'est plus, et devrait logiquement faire un joli duo avec François de Panafieu et remporter la bataille à l'intérieur du RPR.

Lionel Jospin s'est débarrassé de la candidature Lang. Jacques Chirac devrait réussir l'évacuation de Philippe Séguin. Le reste (les préférences des militants, les sentiments des Parisiens) est pour eux deux tout à fait secondaire.

Annette DELRANCK

Fuites

Beaucoup de bruit pour rien. Fortement médiatisée, objet d'une vive polémique politique « l'affaire » Laetitia Casta n'a jamais existé : le célèbre mannequin a démenti son exil à Londres pour raisons fiscales, et publié qu'elle payait ses impôts partout où elle travaillait, ajoutant qu'elle était « fière » d'en payer quand tant d'autres ne peuvent pas le faire et concluant qu'il sera pour elle « fantastique » de payer l'impôt sur la fortune.

Bravo, et merci...

Malgré les avertissements de l'ambassade de France en Grande-Bretagne, dénonçant les illusions entretenues sur la fiscalité britannique et sur les conditions de vie à Londres, nous assistons à une opération d'intimidation soigneusement montée. Alain Minc a évoqué la tragédie de l'exil des hautes classes, *Le Point* a publié un dossier geignard sur le même sujet, et Philippe Séguin a sottement déclaré que nous assistions à la « troisième grande émigration » française, après celle des protestants sous Louis XIV et des contre-révolutionnaires à partir de 1789.

De fait, la droite crie à la persécution fiscale, et toute une partie de la gauche - Laurent Fabius en tête - est prête à de discrètes mais fortes concessions.

Il faut au contraire exiger que l'administration applique la loi dans toutes sa rigueur à ceux qui veulent échapper à l'impôt dans le pays où ils ont reçu une éducation gratuite et bénéficié des innombrables retombées de la richesse collective. Il faut aussi désigner ces fuyards pour ce qu'ils sont : de mauvais patriotes.

Maria DA SILVA

Mais quel travail n'est pas précaire ?

Il paraît que les 35 heures font baisser le travail intérimaire. Un mensonge de plus que tous les chiffres contredisent. La réalité n'est pas belle. Récit authentique... hélas.

En quelques années, le travail intérimaire est devenu une des plus sordides réalités du monde du travail. Deux millions de salariés travaillent aujourd'hui en contrat à durée déterminée ou en mission d'intérim. On ne les entend jamais ; ils n'ont droit à rien ; n'ont aucun avantage ; mais sont devenus la souplesse indispensable que les entreprises n'ont plus, à force de « décruter ».

La vérité, c'est que par cette main-d'œuvre facile, les entreprises « font face à la demande » et compensent leur absence totale de stratégie. Les entreprises ne pensent plus le temps. Le libéralisme a tué ce temps, comme il tue celui de leurs salariés.

Témoignages

Ils sont deux millions et on les voit à peine. Pour parler à ces deux femmes, il a fallu négocier longtemps et promettre : ne pas mettre les noms, ni celui des entreprises ni même les lieux, pour qu'enfin elles se lâchent. Elles ont la cinquantaine. L'une est veuve et l'autre divorcée, et pas d'autres choix que de travailler au jour le jour dans une infinité de petits contrats sans lendemain dans les entreprises du coin, tantôt dans l'agriculture et tantôt dans l'industrie.

« Quand on est mère de famille vivant seule, on ne peut pas s'en sortir. Nous les femmes, on n'est pas aidées. Tant qu'on peut travailler, on doit s'occuper des enfants et quand ils sont trop grands, on est trop vieilles pour travailler ».

« Une commande qui arrive

tard le soir, on ne se préoccupe pas de savoir si l'atelier peut l'absorber. On lui demande de la faire tout de suite. On cumule à 50 heures par semaine avec des heures supplémentaires. Bien sûr, elles ne sont pas obligatoires sur le papier, sauf qu'elles nous sont imposées par notre situation ».

« On est contraintes de tout accepter et les entreprises le savent et elles en abusent. Les rendements sont exagérés. Pour nous, c'est toute l'année la saison du coup de bourre. Même les machines ont le droit d'être en panne. Pas nous... ».

« Il y a une entreprise où nous venons d'achever une mission. Nous étions une quarantaine d'intérimaires. Pendant plusieurs mois, on a représenté la moitié des effectifs. En partant, on n'a pas même eu le droit à un petit mot de remerciement. Pendant le travail, on n'avait pas le droit de parler. On était surveillées lorsqu'on allait aux toilettes. On avait à peine le temps de déjeuner. On était debout pendant 9 heures sans possibilité de faire des pauses. Même le café, on devait le prendre à notre poste de travail. Mais le pire, c'est que si cette entreprise nous appelle à nouveau, on dira oui parce qu'on n'a pas le choix ».

Les petites gens ont des espoirs modestes : ce qu'elles voudraient, ce dont elles rêvent, ce n'est pas de s'arrêter de travailler ou même de gagner au loto. Leur seul rêve, c'est d'avoir un travail normal, comme celui de tout le monde. D'un travail qui ait un sens, un début et une fin, et

qui leur donne les mêmes droits que tout le monde, la même dignité. En clair, qu'un employeur leur embauchent « pour de bon » à l'issue de leur contrat d'intérim.

Mais non, faut pas rêver : « Un jour on comprend qu'on s'est fait bernier une fois de plus et qu'on n'est que des pions. On cherche une porte de sortie alors qu'il n'y en a pas ».

« C'est une chaîne sans fin que complique encore notre statut. Depuis 3 ans, on a perdu 10 % de notre salaire parce qu'on voit de plus en plus fleurir le mot saisonnier sur les contrats. Il permet à l'employeur de nous payer moins. Partout on est déconsidéré, même au regard des Assedic dont le pourcentage varie de 33 à 80 % du brut selon les jours travaillés alors qu'on cotise au même taux que les autres salariés ».

Précarité

Elle est là, la vérité du monde du travail. Et pourquoi faire que l'auteur de ces lignes n'a pas tout à fait tenu la promesse faite aux deux dames. Rencontrant le député du coin qui ratiocinait sur « la vague d'espoir soulevée par les 35 heures », je lui ai fait remarquer que l'espoir du salarié, qu'il soit jeune ou âgé, c'était aussi le respect du droit, et un travail à durée indéterminée qui lui permette de construire sa vie.

Le brave garçon excédé a répondu par une question : « Connaissez-vous donc aujourd'hui un travail qui ne soit pas précaire ? ». Ainsi parle un député Vert. Salaud ! Je pense aux deux dames et je dis : salaud... et ne t'étonne pas si ton siège, aussi, est précaire.

Paul GILLES

De La Baule au Caire

Le sommet euro-africain qui s'est déroulé au Caire aura-t-il plus d'effets que le sommet France-Afrique de La Baule qui s'était tenu il y a dix ans ?

Rares sont au Caire les rescapés de La Baule. Si Abdou Diouf y représentait le Sénégal, ce fut comme envoyé spécial de son rival et successeur, démocratiquement élu, Abdoulaye Wade. Le successeur d'Houphouët-Boigny ne lui a pas survécu plus de six ans à la tête de la Côte d'Ivoire, renversé à la Noël dernier par les militaires. Mobutu n'est plus. Pour ces trois dirigeants, ce ne fut toutefois pas du fait des résolutions du sommet de La Baule. Les conférences nationales, les transitions démocratiques, engagées un peu partout en 1990, se sont perdues dans les sables. La seule qui ait réussi, au Bénin, avait conduit à la retraite négociée de Mathieu Kérékou, qui se fit élire démocratiquement après un seul mandat de son rival Nicéphore Soglo.

L'Afrique francophone n'est pas seule à bouger. Le Nigeria a, en mai dernier, tenu sa première élection présidentielle régulière depuis 1979. Le président du Zimbabwe, le vétéran Mugabe, a échoué au début de cette année à faire adopter par référendum la prolongation de son mandat.

A tout le moins, la situation politique est contrastée. Le sommet du Caire s'en est d'ailleurs peu préoccupé. Contrairement à La Baule où la démocratisation avait été jugée indispensable pour une bonne efficacité de l'aide internationale, au Caire on a préféré conforter les conditions économiques et financières d'une bonne « gouvernance ». Que vous soyez

puissant ou misérable, démocratique ou autoritaire, personne n'échappe finalement au cercle vicieux de la pauvreté. Qu'est-ce que la démocratie pour la population qui n'a pas accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire, à l'alphabetisation, pire à l'alimentation ? Après des décennies de développement, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale redécouvrent la pauvreté. Le développement n'était-il pas destiné à réduire la pauvreté ? Il faut croire que non. Le développement, entendu par les institutions de Bretton Woods, était destiné d'abord à faire partie de l'économie mondiale de marché, ce qui est différent, quoi qu'on en ait dit pendant tout ce temps.

Après l'échec de la démocratisation et celui de la sécurisation (la force africaine de paix, alibi du retrait des forces françaises, ne tient pas un seul instant face aux milices qui, à nouveau, déchirent le continent), après l'épuisement de l'effet dévaluation du franc CFA qui avait redonné 5 % l'an entre 1994 et 1998, on se trouve à court de solutions. Une seconde dévaluation n'aurait pas grand sens, aucune sérieuse réforme de structures n'étant intervenue et le marché mondial étant défavorable aux produits de base (1).

L'externalisation des économies étant reconnue comme une erreur, reste à inventer l'économie de la pauvreté. Chiffonniers et ferrailleurs de tous pays, unissez-vous. M. Camdessus, directeur

sortant du FMI, la qualifie dans son testament politique de « risque systémique ». Comprenne qui pourra... Le Caire se donne des objectifs quantitatifs et datés totalement surréalistes. On se croirait revenu aux plus belles époques des plans quinquennaux stalinien. A quoi rime d'ailleurs cette globalisation des problèmes et des continents qui est synonyme de banalisation et donc de négation ?

Rendons justice au Portugal, qui assure la présidence européenne, et qui a eu bien du mérite à se mobiliser pour l'Afrique comme il l'a fait tout seul pour le Timor oriental. La France lui succédera dans cette présidence tournante le 30 juin prochain. On ne s'en tirera pas en Afrique par la reconduction le mois prochain du fonds européen de développement (le FED, alimenté pour le quart par la seule France et qui a accumulé un reliquat de dix milliards inutilisés sur les précédentes conventions) ni par des remises de dettes, comme à La Baule il y a dix ans, même de 100 % que propose Chirac, même de 200, 300 ou 400 % comme on danse dans la rue (sur un thème d'une star ivoirienne, Alpha Blondy). La rue dans les mégapoles africaines, elle s'en moque du calcul de la dette. Or la rue, à Dakar, Abidjan, Lagos ou Kinshasa, c'est ce qui compte, pas les banques climatisées, « du Cap au Caire » comme disait hier le fondateur de l'Empire britannique en Afrique Cecil Rhodes.

Yves LA MARCK

(1) Par exemple, le cacao ivoirien - la moitié de la production mondiale - va ainsi subir de plein fouet la conséquence de la réduction de la proportion de cacao dans le chocolat votée par le Parlement européen après quatre ans de lutte contre les trusts britanniques.

◆ **ROUMANIE** - Un tribunal roumain a ordonné à une compagnie d'Etat de restituer au roi Michel 1^{er} le château de Savarsin que le souverain avait acquis en 1943 et qui, confisqué, avait été utilisé par la suite comme résidence privée de Nicolae Ceausescu. C'est la première fois depuis la chute du communisme qu'un tribunal décide de restituer à la famille royale une propriété nationalisée par le régime précédent. Se félicitant de cette décision, le roi Michel estime que « cela montre que la Roumanie est en train de devenir un Etat de droit ». Cette décision pourrait faire jurisprudence en ce qui concerne d'autres biens réclamés par l'ancien souverain.

◆ **PAYS-BAS** - Dans une intervention télévisée, Thom de Graaf, le président du petit Parti démocrate (12 % aux élections), a déclaré qu'il faudrait diminuer les pouvoirs de la reine, qu'elle ne participe plus au gouvernement et ne soit plus présidente du Conseil d'Etat. Ces déclarations, si elles ont provoqué l'enthousiasme des Verts (4 % aux élections), ont en revanche suscité l'indignation unanime des autres partis politiques majoritaires (chrétiens démocrates, libéraux et travaillistes) qui considèrent que cette prétendue « modernisation » serait en fait une « amputation » de la monarchie, et qu'ils sont plus que satisfaits de la façon dont la reine se consacre à sa tâche. Le vice-président du Conseil d'Etat considère même que cette affaire pourrait être la bonne occasion pour penser à un élargissement des pouvoirs de la reine « symbole de l'unité nationale et garante de la démocratie ».

◆ **DANEMARK** - Les négociations engagées entre le gouvernement local de l'archipel des îles Féroé et Copenhague devraient aboutir, avant la fin de l'année, à la séparation politique de l'archipel et du Danemark. Sous tutelle danoise depuis 1397, les Féroé (dix-sept îles dans l'Atlantique nord) réclamaient en vain leur indépendance depuis 1946. Mais tout en revendiquant celle-ci - « nous ne voulons plus être politiquement et financièrement les valets de Copenhague » - le gouvernement féroïen souhaite garder la reine Margrethe comme chef de l'Etat.

◆ **SUÈDE** - Au moment où le roi Carl XVI Gustav et la reine Silvia accueillent le président Chirac en visite officielle dans le royaume, un sondage montre que 73 % des Suédois sont royalistes et apprécient le couple régnant. Belle réussite pour un roi dont l'image était loin d'être aussi bonne lors de son accession au trône en 1973. Depuis 1980, une modification constitutionnelle a abrogé la loi salique et la succession se fait désormais par primogéniture simple (fille ou garçon à égalité). En conséquence c'est maintenant la princesse Victoria, âgée de 22 ans qui est princesse héritière.

Professeur d'histoire à Marburg puis à Berlin, connu en France pour ses travaux sur le fascisme, Ernest Nolte a publié dans son pays en 1987 un ouvrage sur la confrontation entre le bolchevisme et le nazisme qui suscita de violentes polémiques, qui n'eurent en France qu'un faible retentissement. La traduction tardive de *La Guerre civile européenne* est indispensable à notre connaissance de l'historiographie allemande de la Seconde Guerre mondiale. Elle ne dispense pas d'une critique fondamentale des thèses révisionnistes de l'auteur.

Historien célèbre en Allemagne, Ernst Nolte s'était fait connaître en France voici une trentaine d'années par une vaste étude sur « *Le Fascisme dans son époque* ». Le tome consacré à l'Action française (1), avait provoqué notre stupéfaction. Cherchant à faire du courant monarchiste-absolutiste « *une forme précoce du fascisme* », l'éminent professeur à l'Université de Marburg démontrait surtout sa totale incompréhension du nationalisme autoritaire de type maurrassien qu'il jugeait « *plus proche du national-socialisme que du fascisme italien* » - alors que les critiques les plus virulentes de l'Action française ne contestent ni l'antigermanisme radical ni l'antinazisme de Charles Maurras.

Plus récemment, le public français eut quelques échos de la « querelle des historiens » allemands, provoquée par la publication de l'ouvrage sur *La Guerre civile européenne* (2), que François Furet avait discuté (3), avant que sa traduction tardive et nécessaire ne suscite le débat dans notre pays.

On se limitera ici à une discussion des principales thèses d'un ouvrage qui se présente comme une histoire des idéologies, synthétisant une masse considérable de faits et de comparaisons dans une « perspective philosophique ».

Dans sa dimension historique, cette « philosophie » est d'entrée de jeu problématique puisque la référence à une « guerre civile européenne » se déroulant de 1917 à 1945 tend à gommer le caractère classique de la Seconde Guerre mondiale qui fut, sur notre continent, une confrontation armée entre des nations historiques et des empires s'efforçant de prendre une place déterminante dans le mouvement de l'histoire. Les mouve-

ments de résistance au nazisme furent essentiellement nationaux, même si des luttes civiles se déroulèrent dans le même temps entre différentes fractions résistantes - par exemple en Yougoslavie.

L'affrontement entre bolchevisme et nazisme ne devient un des facteurs décisifs de l'histoire européenne que dans la dernière phase de la période considérée - celle de la guerre entre le III^e Reich et l'Union soviétique, pendant laquelle les sentiments patriotiques ont joué de part et d'autre un rôle majeur. La thèse de Nolte est tout autre. Pour lui, « *l'aspect central* » du nazisme n'est à rechercher « *ni dans des inclinations criminelles ni dans des obsessions antisémites. Ce qu'il y a dans le national-socialisme de plus essentiel, c'est son rapport au marxisme, au communisme particulièrement, dans la forme qu'il a prise grâce à la victoire des bolcheviks au cours de la Révolution russe* » (39). La haine et la crainte que Hitler éprouvait pour le bolchevisme aurait été « *au centre de ses pulsions et de son idéologie* ».

Par là, Ernst Nolte prétend avoir trouvé une nouvelle causalité diabolique : le national-socialisme ne serait pas le produit de « l'Allemagne éternelle » (mais une forme préfabriquée par le maurrassisme), ni seulement l'une des applications du totalitarisme, mais la réaction totalitaire à une agression totalitaire. En affirmant que le nazisme est essentiellement une idéologie antibolchevique, Ernst Nolte se pose en philosophe de l'histoire et affirme avoir conféré à la théorie du totalitarisme « *la dimension historico-génétique qui lui manquait jusqu'ici* » (40-41) : selon lui le système libéral aurait engendré l'idéologie communiste qui aurait suscité la contre-idéologie national-socialiste. Voici les

CRITIQUE

Un révisionniste vulgaire

nazis relégués au troisième plan dans la chaîne des responsabilités, l'Allemagne selon sa définition nationale puis impériale n'étant plus que le champ de bataille de la grande guerre idéologique du siècle.

Ce schéma peut séduire car il trouve des applications simples dans l'ordre des faits et des comparaisons entre le national-socialisme et le stalinisme (plus sûrement qu'avec le communisme ou le bolchevisme) car il y a entre les deux systèmes (4) de fortes ressemblances : culte du chef, parti unique, rôle majeur de l'idéologie, contrôle des esprits, camps de concentration, volonté identique d'élimination de l'ennemi.



◆ *Staline, Hitler : ces ennemis étaient-ils frères ?*

Ceci posé en arrière-plan, tout effort de compréhension du nazisme implique une réflexion se déployant dans plusieurs domaines et disciplines bien maîtrisés : non seulement diverses formes de connaissances historiques (histoire politique, sociale, idéologique), mais surtout une solide culture anthropologique, philosophique et théologique (5). Or Ernst Nolte est resté enfermé dans quelques secteurs de sa discipline, avec pour toute ouverture la fréquentation de Martin Heidegger, dont il ne semble pas avoir retenu grand chose et qui rentre lui-même dans le champ d'investigation sur le nazisme puisque ce philosophe a été membre du parti nazi jusqu'en 1944. La



carence méthodologique est patente et explique sans doute que l'accidentel soit systématiquement tenu pour essentiel.

Par ailleurs, l'historien des idéologies est pris en défaut dans son propre domaine. Sa genèse intellectuelle du nazisme privilégie le Français Maurras, mais ignore délibérément les sources allemandes du national-socialisme, et tout particulièrement l'influence de Paul de Lagarde, de Julius Langbehn et de Arthur Moeller van den Bruck, magistralement analysée par Fritz Stern dans un ouvrage (6) qui n'est même pas cité. Pas la moindre référence, non plus, au livre de J.-P. Stern (7) qui montre que la philosophie heideggerienne de l'authenticité et les discours des idéologues *völkisch* ont formé le terreau du nazisme. Sans prétendre que Hitler est l'enfant monstrueux que portait depuis toujours une Germanie perverse, le Führer et son parti ne sont pas intelligibles si l'on néglige le rôle des héritiers du romantisme allemand et des mystiques de la communauté raciale du peuple germanique dans la formation d'un état d'esprit qui se développa après la défaite allemande de 1918.

Mais admettons un instant la thèse d'une réaction au bolchevisme : au pire, elle aurait provoqué la prise du pouvoir par un militaire appuyé par l'armée et les anciens combattants, ou une forme nordiste du fascisme italien - qui ne se réduit d'ailleurs pas à l'anticommunisme. Or le nazisme est un phénomène inouï, dans sa doctrine et dans ses conséquences.

Ernst Nolte ne nie pas l'horreur spécifique du nazisme, mais il l'explique par une « exacerbation » de la contre-idéologie nazie engagée dans une lutte à mort contre le bolchevisme. Il ajoute que les formes extrêmes (criminelles, antisémites) n'ont convaincu qu'une petite partie de la nation allemande, qui aurait été surtout attirée par les thèmes revanchards et unitaires développés par l'hitlérisme. C'est négliger la participation, attestée de cent manières, de l'ensemble de l'administration allemande à la persécution et à la déportation des Juifs et des opposants au nazisme, et ramener le génocide à un terrible accident. Ernst Nolte n'est pas négationniste (bien qu'il cite favorablement certains arguments de ce type dans une lettre à François Furet) mais son explication de la solution finale résonne étrangement.

L'extermination des Juifs est d'abord située dans l'histoire du siècle. On apprend que les francs-tireurs belges de 14-18 ont détruit la distinction entre civils et militaires et que l'armée allemande aurait pu détruire la population belge « *pour prévenir des actes contraires au droit international* » (540). On apprend aussi que la logique du blocus était génocidaire, de même que le massacre par des Polonais de milliers de personnes d'origine allemande (« le dimanche sanglant de Bromberg » en 1939) est qualifié de « *génocide vir-*

tuel ». Le bombardement massif de l'Allemagne, envisagé par Churchill dès 1940 serait « *ouvertement génocidaire* » (542) de même que les déportations ordonnées par Staline, et Nolte se demande si le projet de Benès visant à un transfert des Sudètes allemands ne serait pas à « *ranger sous la notion d'assassinat ethnique* » (543). C'est ce qui s'appelle relativiser un événement historique !

Ainsi replacée dans un vaste contexte génocidaire qui en atténue la signification, la solution finale est présentée comme une réaction défensive des nazis à l'égard d'un peuple juif qui s'affirmerait comme tel, dont les représentants étaient riches, et qui s'était engagé aux côtés des Alliés contre Hitler. Nolte nous dit que les premiers grands massacres de Juifs, en territoire soviétique, faisaient suite à des actions de partisans communistes qui comptaient dans leurs rangs de nombreux Juifs : selon lui, les forces contre-révolutionnaires auraient exterminé les forces révolutionnaires, à la manière de l'opération inverse effectuée par les bolcheviques. C'est ce qui s'appelle partager les responsabilités, de telle manière que les Juifs apparaissent comme victimes (de leur situation trop nettement affirmée) et comme bourreaux (communistes, solidaires des Alliés). Artisans de leur propre malheur les Juifs auraient été exterminés non par volonté délibérée, mais parce qu'ils étaient impliqués dans la guerre civile entre Allemands et bolcheviques - celle-ci engendrant une « exacerbation » dont Auschwitz serait l'aboutissement, lui aussi relativisé.

Pour Nolte, la solution finale n'est que la « copie » biologique de « l'original » que serait l'extermination sociale organisée par les bolcheviques. L'application aveugle de son modèle explicatif le conduit à rejeter le caractère unique de la Shoah et la spécificité du national-socialisme qu'il exonère de sa responsabilité : la masse documentaire recouverte d'un vernis philosophique accouche d'un révisionnisme vulgaire.

B. LA RICHARDAIS

- (1) Ernst Nolte - « *Le Fascisme dans son époque, tome I, L'Action française* » - Julliard, 1970.
- (2) « *La Guerre civile européenne, 1917-1945* », préface de Stéphane Courtois - Éditions des Syrtes, 2000. Les chiffres entre parenthèses renvoient aux pages de cette édition - prix franco : 220 F.
- (3) François Furet, Ernst Nolte - « *Fascisme et communisme* » - Hachette/Pluriel, 2000 - prix franco : 55 F.
- (4) cf. l'excellente introduction d'Henry Rouso à l'ouvrage collectif qu'il a dirigé : « *Stalinisme et nazisme, Histoire et mémoire comparées* » - Complexe, 1999 - prix franco : 146 F.
- (5) cf. l'ouvrage de Shmuel Trigano « *L'idéal démocratique à l'épreuve de la Shoah* » - Éd. Odile Jacob, analysé dans ce numéro de *Royaliste*.
- (6) Fritz Stern - « *Politique et désespoir, Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne* » - Armand Colin, 1990 - prix franco : 321 F.
- (7) Joseph Peter Stern - « *Hitler, le Führer et le peuple* » - Flammarion, 1985 - prix franco : 130 F. - Réédité coll. Champs/Flammarion - prix franco : 55 F.

La politique de la Terreur

La Terreur révolutionnaire marque encore durablement les esprits. Mais étrangement, cet épisode central de la dynamique révolutionnaire est délaissé par la majorité des historiens depuis quelques années.

Les images véhiculées par « les hussards noirs » de la république montrant des guillotines installées dans chaque village avec leur lot quotidien de condamnés continuent à hanter nos imaginaires. Et à alimenter les controverses. Tantôt on y voit la quête du pouvoir à tout prix par une poignée d'hommes, tantôt l'aboutissement obligé d'une Révolution imparfaite dans ses principes. Avec toujours une problématique en filigrane : comment une révolution commencée au nom de la liberté, de la tolérance et de la justice a-t-elle pu arriver à l'épisode sanglant de 1793 ?

C'est un des grands mérites de l'ouvrage de Patrice Gueniffey : remettre l'étude de la Terreur au goût du jour en montrant ses origines, ses mécanismes et ses conclusions. L'auteur se veut loin des débats idéologiques et des jugements passionnés. Il corrige les faux-semblants et les idées reçues sur le sujet d'une façon claire et méticuleuse. Et redonne à la Terreur son caractère avant tout politique. Elle ne se justifie en effet, que par la nécessité de remporter une victoire sur les forces étrangères. C'est avant tout un instrument de gouvernement apte à marquer la vertu de l'exemple dans tous les esprits.

Surtout, il ne fuit pas le débat sur la violence. Il l'élar-

git même en montrant que la Terreur se confond avec le climat général de la Révolution française dans son entier. C'est l'idée-phare de ce livre et ce qui en fait toute l'originalité. La violence ne se résume pas à ce moment où la machine terroriste du gouvernement révolutionnaire s'emballe. Elle est au contraire présente dès 1789, héritage du XVIII^e siècle finissant. Elle entretiendra des liens étroits avec la Révolution et ne finira pas avec la chute de Robespierre. C'est ce que l'auteur essaie d'élucider dans cet ouvrage en montrant que les deux termes ne sont pas synonymes. Il démonte leurs mécanismes parallèles, leurs différences et leurs interactions.

Cet essai renouvelle la lecture de la Terreur, trop souvent délaissée car jugée trop excessive pour être significative. Patrice Gueniffey démontre au contraire que ce n'est pas une simple anecdote. Il démystifie l'événement et le replace dans le cours des bouleversements affectant ce siècle. C'est par conséquent un ouvrage qui devrait trouver une place significative dans l'étude toujours complexe de la Révolution française.

Valérie KOZLOWSKI

Patrice Gueniffey - « La Politique de la Terreur - essai sur la violence révolutionnaire 1789-1794 » - Ed. Fayard - prix franco : 165 F.

Bleu, Blanc, Rouge

Max Gallo renoue une fois de plus avec la grande fresque historique. Dans une trilogie romanesque, six familles, que tout séparait pourtant, vont se croiser pour un destin unique dans la rage et le tumulte de la Révolution.

Depuis 1789, la Révolution française fait couler beaucoup d'encre et bon nombre de débats à son sujet ne sont pas pour autant clos. Cette période de l'histoire, quoiqu'en dise Tocqueville, marque bien une rupture dans la vie sociale et politique, non seulement de notre nation, mais aussi celle de toutes les nations. Et moult historiens ne cessent chaque année d'écrire des ouvrages sur cet immense événement. On serait alors tenté de croire que, de part sa colossale historiographie, le sujet est maintenant bien connu de la majorité des Français. Mais est-ce vraiment le cas ? Il suffit d'ouvrir les manuels d'histoire de nos collégiens pour s'apercevoir du contraire : 1789 est encore dépeint d'une manière manichéenne avec de « gentils » républicains des faubourgs de Paris menant une lutte sans merci contre des « méchants » partisans du roi. Or, tout amateur éclairé d'histoire sait bien que la vérité est autre, que la nature humaine est d'une grande complexité et que les causes de la Révolution ne sont pas simples. C'est le principal mérite de Max Gallo dans son roman *Bleu, blanc, rouge*, de savoir restituer à l'histoire sa vérité.

Tout débute à Paris le 19 septembre 1792. La France livre une guerre sans merci à la Prusse et le peuple gronde. C'est ici que le destin décide

de son commencement : Philippe de Taurignan, blotti au fond de sa geôle, attend la guillotine, Maximilien Forestier, républicain convaincu prend les armes et vole au secours de la France accompagné de Nicolas Mercoeur, porté volontaire. C'est aussi l'histoire de Guillaume Dussert qui espère le pouvoir et l'argent, de Joseph Machecoul qui rêve d'autorité politique et de la sublime Julie Boissier prête à tout pour arracher son frère à la guillotine. Mais surtout, il y a l'émouvante marquise italienne Mariella, dévouée au soldat Maximilien, désenchantée et perdue dans cette fureur révolutionnaire...

Tous ont cru au changement irréversible, à une nouvelle renaissance du peuple, mais cet accomplissement est-il vraiment ce qu'ils espéraient ? Ce sont toujours des luttes incessantes qu'il faut mener et jusqu'à la folie parfois...

Même si l'on peut regretter que Max Gallo traverse la période de la Restauration à trop grande vitesse, il n'empêche que ce grand romancier et historien nous plonge dans la réalité historique d'une période à la fois sublime et terrifiante.

Aymeric DARAN

Max Gallo - « Bleu, blanc, rouge - Mariella (1792-1848) » - tome 1 - Ed. XO - prix franco : 149 F.

Péril en la modernité

Voici un ouvrage qui renouvelle de manière décisive les questions qui nous préoccupent. Auteur d'une oeuvre déjà considérable, Shmuel Trigano (1) est un penseur rigoureux, qui définit avec soin les mots périlleux, les idées fausement claires et les concepts énigmatiques dont se servent les intellectuels et les polémistes contemporains.

Commençons par le plus difficile - la mise à mort des Juifs par les nazis. Elle fut décrite comme *holocauste*, mais le terme a été abandonné parce qu'il fait trop nettement référence à un christianisme sacrificiel. Parler de *génocide* banalise l'événement (il y a eu d'autres génocides) et le circonscrit à un peuple racialisé, saisi dans sa particularité « ethnique », sans égard pour les enjeux métaphysiques et théologiques. *Judéocide* est un terme qui souligne la singularité du meurtre, sans que nous comprenions « ce que les nazis ont tué dans les Juifs » et la volonté de garder le terme hébraïque (la *Shoah*) signifie qu'il y a là un fait inintelligible dans toute autre langue, une énigme qui nous renvoie à l'impossibilité de penser après Auschwitz. Ainsi, le mot choisi décide déjà du sens donné à l'événement et de la place qui lui est assignée dans l'histoire : tragédie parmi d'autres, crime métaphysique, massacre inouï, sacrifice de nature religieuse ouvrant sur le sacré...

Shmuel Trigano étudie toutes les pensées sur la Shoah, refusant ainsi l'interdit énoncé par les tenants d'une « *sacralité régressive par rapport au monothéisme* ». Il passe au fil de la critique le négationnisme, la « nouvelle gauche » révisionniste (Alain Brossat, Tzvetan Todorov) qui voudrait nous faire croire que les victimes juives de l'hitlérisme sont du côté des bourreaux stalinien, et les formes prises, en France, en Israël, par les « religions de la Shoah ». L'intention n'est pas polémique. Il s'agit de comprendre pourquoi la Shoah a eu lieu en un certain moment de l'histoire, sur le continent européen, et pourquoi la question juive s'y trouve posée depuis deux siècles de manière tellement complexe et profonde que même les attentions des judéophiles à l'égard de la communauté juive provoquent le malaise.

La réponse troublera bien des citoyens qui se croyaient politiquement impeccables : la question juive est au coeur de la démocratie, elle constitue le point aveugle de la modernité. Cela ne signifie pas qu'il faille instruire le procès de la démocratie. A la manière des psychanalystes, Shmuel Trigano pose la question juive aux démocrates modernes pour qu'ils explorent leur inconscient, afin que nous évitions de nouveaux retours sanglants du refoulé.

Deux philosophes qu'il nous fait redécouvrir l'ont précédé dans cette interrogation. Jean-Paul Sartre (*Réflexions sur la question juive*) a été souvent critiqué pour l'ambiguïté de sa thèse, selon laquelle le Juif n'existe que dans le regard de

l'antisémite, ce qui revient à nier l'être-juif. Mais Sartre pointe la défaillance du démocrate et de l'universel démocratique à l'égard du Juif, qui est regardé comme homme et comme citoyen sans égard pour sa singularité juive. L'antisémite récuse la particularité du « peuple juif » qu'il constitue en entité comploteuse et subversive, et le démocrate refuse la singularité juive au nom de l'homme universel et du citoyen qui est par définition membre d'un État-nation. Et c'est en tant que démocrate lui-même que Sartre, faute de saisir l'historicité juive, ne parvient pas à reconnaître le Juif en tant que tel.

L'analyse d'Annah Arendt (*Sur l'antisémitisme*) est, comme toujours, d'une admirable acuité. Pour elle, le problème juif est d'ordre politique, et l'antisémitisme est le produit de la modernité : c'est parce que le Juif est devenu un citoyen émancipé, libéré de ses appartenances religieuses et de son assignation géographique, une créature non-définie, qu'on s'ingénie à lui donner une définition génétique, raciale, et à lui prêter, comme à l'homosexuel, des vices intéressants. Or l'attraction-répulsion s'éprouve dans les deux sens et a conduit au marquage puis à l'extermination des porteurs d'étoile jaune ou de triangle rose.

Mais l'institution et la destruction des Juifs en tant que peuple ne sont pas seulement le résultat du racialisme et du délire hitlérien. La question juive se pose aussi dans l'État-nation qui a trouvé dans le jacobinisme français son modèle achevé. Car l'État démocratique moderne a toujours eu un problème majeur avec le peuple en général, et avec le « peuple juif » en particulier.

A juste titre, Shmuel Trigano nous fait relire l'abbé Grégoire, qui voulait régénérer les Juifs, et nous rappelle que la suppression égalitaire des privilèges entraînait nécessairement l'effacement des particularités religieuses, culturelles et sociales et la destruction des déviants politiques. Pour lui, les massacres de Vendée annoncent d'autres tentatives d'éradi-cation de tout ce qui apparaît sous une forme singulière dans la Nation-Peuple reliée à l'universel, de tout ce qui se manifeste comme diversité au sein de l'unitarisme crispé. L'État-nation jacobin, c'est aussi le Peuple écrasant les menus peuples, et « *l'homme en exil dans le citoyen, abandonné à toutes les destructions* » car « *le destin des Juifs dans la Shoah est en effet exemplaire du destin des hommes dans la citoyenneté. C'est du fait de leur situation d'exclus universels de toute l'Europe que le destin de l'Europe s'est illustré à travers eux* ».

Hélas, il ne suffit pas de débattre sur le point de savoir si la réflexion de Shmuel Trigano est intellectuellement satisfaisante. Nous ne contemplons pas la modernité de loin ni de haut, nous sommes modernes et, malgré notre terrifiant passé, malgré notre compassion humaniste et notre souci humanitaire pour toutes les victimes, nous avons toujours du mal à reconnaître dans l'Homme et dans le Citoyen le noir, la femme ou l'homme homosexuel qui en viennent à s'affirmer réactivement sous la forme de communautés et qui prennent ainsi le risque de se désigner à la persécution.

Nous continuons de vivre sous la menace de l'extrême violence, car la modernité s'est faite contre la naissance, contre la filiation, au mépris de l'origine, et dans le refus des médiations qui permettent d'éviter le pire. Aussi est-il tentant de se proclamer antimoderne, mais ce n'est qu'une pose. Nous devons sortir des impasses de la modernité pour envisager le nouvel âge de la démocratie, comme nous y invite Shmuel Trigano dans une conclusion donnant matière à un débat auquel nous avons, pour notre part, l'intention de participer.

B.R.

(1) Shmuel Trigano - « L'Idéal démocratique à l'épreuve de la Shoah » - Éditions Odile Jacob, 1999 - prix franco : 160 F.

Guernica

Espagne 1937, le narrateur, Filippo Stella, agent double, voleur et tueur à gages, est enrôlé de force dans le corps des volontaires italiens. Il doit servir d'ordonnance à un capitaine venu d'Italie pour rapatrier le corps de son ami Vittorio Emanuelli tué au combat. Las, le corps qu'on leur fournit n'est pas le bon, commence alors une enquête qui conduira les deux hommes aux quatre coins de l'Espagne en quête d'un lieutenant fou assassinant tous ceux qui croisent son chemin.

A la suite de ses deux personnages, Carlo Lucarelli entraîne le lecteur dans un pays en proie à la guerre civile. Il nous brosse un portrait sans concession et haut en couleur du conflit, possédant une parfaite connaissance de ses protagonistes. Et nous suivons Stella et son capitaine de la zone franquiste à la zone républicaine, désinvoltes et frénétiques, poursuivant un but unique dans la folie collective.

Le style n'est pas sans rappeler les romans d'Italo Calvino et Lucarelli nous mène une conclusion sortie tout droit de Cervantès. Nous accompagnons ses « héros » dans une intrigue rectiligne et qui sait préserver l'intérêt du lecteur, écrite d'une plume délicate agréable à lire. Les personnages étant ce que leurs actions sont.

Ce roman retiendra l'attention de tout amateur de littérature noire étant un parfait exemple des chemins détournés que peut prendre le genre pour surprendre et captiver son lectorat.

Bruno DIAZ

Carlo Lucarelli - « *Guernica* » traduit de l'italien par Arlette Lauterbach - Gallimard - prix franco : 80 F.

Georges et Louise

Une impossible amitié dans un monde de misère, de fureur et de sang.

Is sont nés l'un et l'autre dans un château. Clemenceau dans celui que son grand-père, farouche républicain vendéen, avait accaparé en 1790, Louise Michel dans celui où sa mère, humble servante l'avait mise au monde après s'être fait engrosser par le fils des maîtres qui, d'ailleurs, donnèrent à la « bâtarde » éducation et instruction.

Montée à Paris à 35 ans, Louise ouvre une école à Montmartre alors submergé par la misère. Révoltée, avec son insolence coutumière, elle interpelle immédiatement le jeune député-maire des lieux, l'élégant dandy Clemenceau, médecin dans le XVIII^e. Surprise de Louise qui, dans ce représentant d'un ordre détesté, trouve un interlocuteur attentif et dont le fond libéral et l'anticléricalisme flamboyant la séduisent. De là naîtra une amitié qui résistera à tous les événements d'une époque agitée. C'est l'histoire de cette étrange relation que raconte Michel Ragon dans un beau récit dans lequel sa sympathie marquée pour Louise ne l'empêche pas de faire oeuvre d'historien scrupuleux.

Nous sommes en 1871, après l'effondrement du Second Empire, Paris se révolte. Ce sera la Commune et la terrible répression des Versaillais. Louise se bat sur la butte avec rage et elle en subira les conséquences. Avec frénésie, lors de son procès, elle revendique l'ultime punition : « *J'ai choisi la mort, je viens la réclamer* ». De façon dérisoire on l'accuse essentiellement d'avoir revêtu des vêtements d'homme, comme Jeanne quelques siècles plus tôt. Elle est cependant

condamnée à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Parmi ses compagnons d'infortune elle rencontre le richissime Rochefort - celui de *La Lanterne* -, déporté pour délit d'opinion, et qui sera l'autre fidèle compagnon de Louise à laquelle il versera une pension à vie après l'amnistie qui voit leur retour en France.

Sitôt en place Louise se déchaîne, à son passage les foules se déplacent, à ses conférences les salles sont combles. Son obsession c'est le sang, elle veut le faire couler de ses mains, assassiner Thiers puis Gambetta. On imagine mal aujourd'hui la violence des discours et des écrits. C'est la révolte des exploités contre « l'ordre », c'est l'anarchie, « ni Dieu ni maître », revendiquée comme ultime instrument de la libération. Louise est partout où l'on manifeste, imprudente parfois elle n'échappe pas aux provocations dont celle ourdie par le préfet de police Andrieux, le père du futur Louis Aragon. Il faut s'enfuir en Angleterre, revenir, ranimer à nouveau les passions révolutionnaires. La « sainte laïque » partage tout, ne garde rien pour elle, sans cesse elle sollicite la générosité de Clemenceau et de Rochefort et l'insaisissable bonté de la duchesse d'Uzès qu'elle nomme, paradoxe, « ma très chère amie ». Peu de place libre pour les affaires de coeur chez cette adepte de l'amour libre qui se refuse de « servir de potage à l'homme », encore qu'elle connut sans doute une passion restée platonique pour le contrefait et fanatique communiste Théophile Ferré tôt fusillé.

avec brio cette époque de cris, de fureur, de révolte. Anarchistes, radicaux, communistes et révolutionnaires de tous poils défilent. Raspail, Blanqui, Vallès, Jules Guesde et tant d'autres, galerie de portraits étonnante, souvent davantage préoccupés par leurs terribles querelles intestines que par le sort de la classe ouvrière. Louise, avec une violence toujours renouvelée, en appelle aux actes extrêmes. Le sang est versé, dont celui du président Sadi Carnot, mais la République se défend bien en multipliant les exécutions dont la plus symbolique restera celle du douteux Ravachol récupéré de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Ce sera le boulangisme et l'affaire Dreyfus qui opposeront les deux amis de Louise, qui restera neutre, alors que les anarchistes, après Jaurès, se conduiront d'ignoble façon avec Dreyfus ce « *youtre alsacien qui a bazaré des secrets militaires en Allemagne* » écrira Émile Pouget dans le *Père Peinard*. Puis le temps passe, Louise est usée tout comme ses discours et ses proclamations, les salles se vident. Lâchée par les siens qui estiment qu'elle n'est plus « rentable », elle meurt d'épuisement le 9 janvier 1905 dans une chambre d'hôtel à Marseille. Louise Michel quoi qu'on pense de son combat a bien mérité l'émouvant hommage que lui rend Michel Ragon dans son très beau livre.

Michel FONTAURELLE

Michel Ragon - « *Georges et Louise* » - Albin Michel - prix franco : 107 F.

Pour bien comprendre l'ambiance de cette époque on pourra aussi lire avec intérêt le roman de Bertrand Renouvin « *Les enfants de Kropotkine* », Ramsay, prix franco : 100 F.

Coeur haut et fortune basse !

Nos lecteurs les plus anciens le savent, nous voici arrivés à la période de l'année où, les comptes de 1999 étant bouclés, les prévisions pour l'année suivante étant faites, je sors ma sébile et commence à faire la quête.

Croyez-moi, ce n'est pas de gaité de coeur que je me livre annuellement à ce petit exercice et je préférerais cent fois pouvoir vous dire : « *cette année, inutile de vous solliciter, nos caisses sont pleines* ». Mais ne rêvons pas, ce n'est pas demain la veille que cela arrivera, et, cette année encore, il me faut impérativement trouver 50 000 F avant l'été.

Mais pour quelle raison notre journal connaît-il ce déficit chronique ? Tout simplement parce que nous avons fixé le prix de l'abonnement « normal » au niveau du prix de revient de la fabrication et de l'expédition du journal. Autrement dit, toutes les dépenses supplémentaires (frais généraux, frais de prospection, etc.) ne sont couvertes que par les abonnés de « soutien » et... par la souscription annuelle.

Pourquoi une telle politique contraire à toutes les lois économiques ? Tout bonnement parce que *Royaliste* n'est pas une marchandise, mais le support d'une espérance politique que nous voulons communiquer à nos concitoyens. Aussi il n'est pas question de doubler - ce qui serait économiquement nécessaire - le prix de l'abonnement car cela entraverait la diffusion de nos idées.

Que nous reste-t-il alors comme possibilités ? Diminuer nos dépenses ? Elles sont déjà réduites au minimum ! Sachez - car il faut bien que cela soit dit - que personne à la NAR ne touche le moindre salaire, que pas un seul des rédacteurs de *Royaliste* ne touche une pigne. Tous sont des militants qui payent de leur personne et essaient de se débrouiller pour le reste...

Alors ? Alors heureusement, il y a nos lecteurs, leur attachement et leur fidélité à *Royaliste*, et leur capital de générosité en dépit de leurs difficultés personnelles. C'est donc vers vous, lecteurs, que je me tourne, confiant, et que je vous demande de répondre à mon appel : **trouver 50 000 F en trois mois, voici l'objectif**. Il est réalisable - ce montant est, somme toute, modeste - mais il ne peut être atteint que si chacun d'entre vous fait un geste, selon ses possibilités, mais en ayant toujours présent à l'esprit que si *Royaliste* venait à disparaître il vous manquerait quelque chose d'indispensable.

Yvan AUMONT

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 19 avril : Des officiers de carrière, de simples soldats, des universitaires, des nobles, des avocats, des commerçants, des étudiants, et bien d'autres Français appartenant à toutes les catégories sociales participèrent à la lutte contre l'Allemagne dans la fidélité à la tradition royaliste. Cette mémoire vivante s'était souvent actualisée par un engagement militant, et leur dévouement à la patrie en avait été conforté. **François-Marie FLEUTOT** a mené une recherche approfondie sur ces « *Royalistes dans la Résistance* » qui ont été oubliés pour des raisons qu'il faut élucider mais qui ont écrit la plus belle page de l'histoire de notre tradition politique.

● Mercredi 26 avril : Maître de conférences à l'École des Hautes Études, **Patrice GUENIFFEY** s'est fait connaître par de remarquables travaux sur la Révolution fran-

çaise. Dans un livre récent, il reprend sereinement la réflexion sur « *La Politique de la Terreur* ». Pour lui, la Terreur est liée à la Révolution, mais ne se confond pas avec elle. Revenant sur la fameuse question des circonstances pour l'excuser, examinant ses ressorts, étudiant sa rhétorique, il montre ses liens avec l'Ancien Régime, et la relation complexe qui existe entre la terreur et l'idéologie. L'histoire de la terreur politique reste d'actualité.

● Mercredi 3 mai : Fondateur de l'Union des Jeunes pour le Progrès, vice-président du Conseil régional d'Alsace, **Robert GROSSMANN** se proclame à la fois alsacien, gaulliste et patriote français. Amoureux de la langue et de la culture alsaciennes, il a dénoncé dans un ouvrage récent « *le péril ethnolinguistique* » qui menace l'identité de l'Alsace. Nostalgies douteuses, propagande pangermaniste, références implicites à l'idéologie hitlérienne : telles sont les formes spécifiques d'une subversion qui menace plusieurs autres régions françaises et qui se développerait si nous adoptions la charte des langues régionales.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La question corse

Rien n'est pire que de faire naître une espérance, puis de l'étouffer dans la brume des propos dilatoires. C'est pourtant le procédé employé par Lionel Jospin face aux élus corses réunis le 6 avril à Matignon pour débattre de l'avenir de l'île.

Alors qu'on attendait une décision politique du Premier ministre, par rapport aux propositions formulées par les défenseurs majoritaires d'une large décentralisation et les partisans d'un statut d'autonomie, la seule perspective finalement offerte est celle de la création de groupes de travail chargés de présenter des « orientations claires et acceptées » avant la fin de l'été. Comme ces orientations ont déjà été définies, et les désaccords clairement exprimés, il est vain de reprendre la discussion dans les mêmes termes.

Une fois de plus la « méthode Jospin » est prise en défaut. Pourquoi le Premier ministre a-t-il appelé en décembre dernier à une vaste réflexion sur l'avenir de l'île, et pourquoi a-t-il déclaré en février que la population corse pourrait être consultée sur le projet de statut alors préparé par José Rossi, et par Jean-Guy Talamoni au nom des nationalistes ? Il était évident qu'une consultation par référendum des seuls habitants de la Corse serait contraire à la Constitution. Il était évident que l'enseignement obligatoire de la langue corse ne pouvait être envisagé puisque le français est constitutionnellement reconnu comme langue de la République. Il était évident que le principe de l'universalité budgétaire empêchait que les impôts des Corses soient dépensés sur le

seul territoire corse érigé en « communauté insulaire ».

Le Premier ministre a voulu ruser en laissant des nationalistes et des représentants du Parti socialiste mener des tractations sous l'égide faussement discrète du Grand Orient - alors qu'il avait déclaré que rien ne serait négocié dans le secret. Et il a nourri l'illusion d'une « consultation non décisionnelle » des Corses - ce qui aurait constitué un détournement de procédure, et une reconnaissance implicite du « peuple corse » déclarée contraire à la Constitution en 1992.



Quel que soit le jugement porté sur les projets présentés par José Rossi et Jean-Guy Talamoni, ils ont eu le courage politique et physique de prendre leurs responsabilités, en faisant confiance au gouvernement de la France. Et voilà qu'on les informe de l'existence de « contraintes institutionnelles » et de « conditions politiques » qui doivent être « prises en compte », ce qui « nécessite une révision constitutionnelle » dont le Premier ministre « voit mal » comment elle pourrait être engagée « et a fortiori aboutir » !

Telles sont les formules qui signalent habituellement l'incapacité, le lâchage, le reniement, et pour finir l'enterrement des réformes. Pour ce qui concerne la Corse, le Premier ministre ne prend pas le risque d'une grève, d'une manifestation ou d'un article désagréable du *Monde* - mais du ressentiment durable de ceux qui ont été abusés et de la violence ouverte. Si le sang coule à nouveau sur l'île, c'est Lionel Jospin qui en portera la responsabilité. Nous ne saurions nous en tenir à ce lamentable constat. La question corse ne sera pas résolue par des arrangements équivoques, mais par une révolution conceptuelle préalable à une réorganisation juridique qui doit concerner la France tout entière.

Les royalistes, qui ont posé les principes de la démocratie moderne en gardant la mémoire de l'ancienne monarchie, peuvent contribuer à cette redéfinition d'ensemble. Ils se souviennent que le royaume de France abritait des « nations » et des peuples plus ou moins confusément définis selon la naissance, les moeurs, la langue souvent, la religion parfois. Ils ont contribué à inventer la Nation moderne (selon la loi égalitaire et avec le roi) mais leurs adversaires jacobins se sont acharnés à dissoudre les peuples dans un Peuple-Nation. D'où de terribles conséquences (1) et des ambiguïtés violentes (sur la souveraineté, nationale ou populaire ; sur l'appartenance à l'ensemble français) dont les Corses, parmi d'autres, souffrent aujourd'hui. Il est possible de distinguer (donc de reconnaître) les peuples de France et la nation française sans les séparer, à condition de préciser la nature, les finalités et les modes d'exercice du pouvoir politique. Ici, la discussion est déjà engagée.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. le livre capital de Shmuel Trigano, que je présente en page Idées de ce numéro.